



NOUS N'AIMONS PAS LES CHATOUILLES

Nous avons à peine eu le temps de nous rendre sur les différents piquets de grève, que notre Directeur Général, Thibaut GUILLUY nous adressait un mail, fabulateur, pour nous informer de **l'augmentation générale des salaires des agents de statut privés à hauteur de 1,75%**.

D'après ce mail, il avait obtenu l'autorisation de cette augmentation des cabinets des ministres de tutelle la veille, à l'issue de longues semaines d'échanges avec ces derniers.

Pour grossir encore un peu le trait, il précise que, pour permettre une prise en compte rapide de cette mesure, **le Comité de Direction Générale a pris la décision de ne pas reprendre la négociation avec les OS** – sous-entendu que les Organisations Syndicales ralentiraient tout processus d'augmentation des salaires.

| ÇA NE NOUS FAIT PAS RIRE.

D'abord parce que 1,75%, par rapport au recul de notre niveau de vie de ces dernières années, ça fait pas bézef. Et puis ça ne concerne que les agents de statut privé. Alors c'est vrai que des agents de statut public, y en a moins. Voire de moins en moins. C'est pas une raison pour les traiter comme des paillassons. Alors quitte à parler aux tutelles, autant y aller franco en précisant que ce qu'on cherche à obtenir pour les uns, on le veut aussi pour les autres, et puis que par la même occasion, les 3 jours de carence, c'est vraiment pas une bonne idée, pas plus que l'indemnisation à 90 % de l'arrêt maladie. Déjà le 1er jour de carence, c'était bien pétié, il faudrait y renoncer.

Et puis il y a toutes les autres revendications mises en avant qui sont juste passées à la trappe.

Sauf qu'on y tient, nous, à nos collègues sous contrat précaires. C'est pas juste pour faire joli, qu'on réclame qu'ils se voient proposer des CDI. C'est pas juste pour faire joli qu'on réclame que toute embauche à France Travail se fasse en CDI. **C'est de nos conditions de travail dont il est question.** De notre capacité à *relever les défis de l'amélioration des services rendus aux usagers.*

Fabriquer des précaires, que ce soit directement dans l'effectif de France Travail ou en passant par l'externalisation de nos missions, ça ne vise qu'à **placer les personnels du service public de l'emploi sous pression** afin de jouer le jeu de la performance comptable au détriment de la performance sociale.

Alors histoire d'être sûr, monsieur le Directeur Général, que vous ne perdiez pas trop de temps à faire mauvais usage de l'IA générative, nous vous rappelons **nos revendications** :

- ➔ Augmentation des salaires ET des traitements d'au moins 10% (mais on accepte aussi 17,5%, on ne voudrait surtout pas que vous vous sentiez empêché par les organisations syndicales sur la question)
- ➔ CDIsation des collègues précaires qui le souhaitent, puis recrutement en CDI systématique
- ➔ Fin des processus d'externalisation et ré-internalisation de toutes nos missions
- ➔ Vous dites ne pas ignorer la légitimité de nos attentes en matière d'évolution des salaires

Vous pouvez compter sur *nos mobilisations* monsieur GUILLUY, car nous savons à quel point l'ensemble de nos revendications est essentiel et juste.

Puisque nous ne pouvons pas espérer que vous les entendiez, nous nous attacherons à réunir les conditions indispensables à les imposer.

Car la journée du 5 décembre n'était qu'un début.

| 1664 GREVISTES EN OCCITANIE, PRES DE 33% DE L'EFFECTIF, ÇA N'EST PAS PASSE INAPERÇU.

Et c'est dire à quel point **les collectifs n'en peuvent plus de ces stratégies RH** qui les divisent, amoindrissent leur stabilité, les paupérisent.

A la veille du déploiement opérationnel de France Travail, nous ne savons toujours pas où ni comment nous y allons. La seule certitude, c'est que **l'engagement de chacun des personnels de France Travail est sans arrêt remis en question** par une (dés)organisation du travail qui concourt à la dépréciation des approches encrées dans la prise de responsabilité sociale et à la déqualification ; par des NAO dont les dés sont jeté avant même la convocation des organisations syndicales et qui ne sont organisées que pour la forme ; par des pressions managériales croissantes dans une course éperdue à la performance et la mise en concurrence des services, des équipes et des individus.

Nous n'en resterons donc pas là et **nous appelons toutes tous nos collègues à retisser les liens entre elles et eux** afin de se préparer dès à présent à **la construction d'un rapport de force** dans lequel ils pourront compter sur des organisations syndicales telles que la CGT qui, comme le muscle sterno-cléido-mastoïdien, les aideront à **relever la tête**.

| D'AUTANT PLUS QU'IL N'EST PAS QUESTION QUE DE FRANCE TRAVAIL.

Alors même que les conjonctures florissantes du premier semestre 2024 sont retombées comme un soufflet et que les grands groupes français, Michelin, Mulliez, Sanofi, Casino, Airbus, Stellantis, Saunier-Duval (...) annoncent fermetures et licenciements, **c'est plus de 150 000 emplois qui s'apprêtent à être supprimés**. Pourtant on continue à nous abreuver de discours déconnectés visant à nous convaincre de l'évidente responsabilité des demandeurs d'emploi confortablement installés sur leurs chiliennes à siroter de délicieux cocktails d'aides sociales et d'assurance chômage, et des conseillères et conseillers qui ne font pas correctement / suffisamment leur travail (rayer la mention inutile).

Nous affirmons donc fièrement notre solidarité avec les salariées et les salariés que ces licenciements concernent, ainsi qu'avec les petits commerçants, artisans et les personnes qu'ils emploient qui se verront impactés par effet domino. **Nous nous mobiliserons autant que possible à leurs côtés** afin de favoriser les convergences de luttes et de déconstruire les propos selon lesquels le coût du travail mettrait en faillite les entreprises et que le chômage serait le fruit d'un manque de motivation de la part des privés d'emploi.

| DES RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS SONT PREVUS CE JEUDI 12 DECEMBRE.

- ➔ A Salindres, dans le Gard, devant l'usine Solvay à 15h00
- ➔ En Haute-Garonne, avec une manifestation qui partira à 10h depuis Thalès Alenia Space
- ➔ Dans l'Hérault avec des actions dans les entreprises puis des rendez-vous interpro à la préfecture de Montpellier et la sous-préfecture de Béziers
- ➔ En Lozère avec une action sur le site d'Arcelor à Saint-Chély-D'apcher à 10h et un rassemblement Fonction Publique à 17h30 devant la préfecture à Mende
- ➔ A Ordizan dans les Hautes-Pyrénées avec les salarié.es en lutte de l'APF à 14h, la confédération Paysannes sur la place Verdun à Tarbes à 14h
- ➔ A la gare de Perpignan pour un rassemblement avec les cheminots, les énergies, la CPAM...

